

SEANCES DU JEUDI 4 AOUT 1988  
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 4 AUGUSTUS 1988ASSEMBLEE  
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN  
OCHTENDVERGADERING

## SOMMAIRE:

## CONGE:

Page 1366.

## PROJET ET PROPOSITIONS DE LOI (Discussion):

Projet de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Proposition de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriation.

Proposition de loi modifiant l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, et l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Proposition de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant des mesures d'économie quant au nombre des membres des exécutifs et des membres de leur cabinet.

Proposition de loi portant fédéralisation des soins de santé.

Proposition de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: MM. Langendries, Clerdent, Sprockeels, S. Moureaux, Blanpain, Mme Aelvoet, M. Erdman, rapporteur, M. De Belder (*fait personnel*), p. 1366.

## INHOUDSOPGAVE:

## VERLOF:

Bladzijde 1366.

## ONTWERP EN VOORSTELLEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Voorstel van wet houdende wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wat de onteigeningen betreft.

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 6, § 1, VIII, en 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Voorstel van wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, houdende bezuinigingsmaatregelen inzake het aantal leden van de executieven en hun kabinetten.

Voorstel van wet houdende de federalisering van de gezondheidszorg.

Voorstel van wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Voorstel van wet tot wijziging van artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Spreekers*: de heren Langendries, Clerdent, Sprockeels, S. Moureaux, Blanpain, mevrouw Aelvoet, de heer Erdman, rapporteur, de heer De Belder (*persoonlijk feit*), blz. 1366.PRESIDENCE DE M. KELCHTERMANS, PRESIDENT  
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER KELCHTERMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 heures.

De vergadering wordt geopend te 10 uur.

## CONGE — VERLOF

M. Deneir, pour deuil familial, demande d'excuser son absence aux réunions de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heer Deneir, wegens familierouw.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

## PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI SPECIALE DU 8 AOUT 1980 DE REFORMES INSTITUTIONNELLES

## PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LA LOI SPECIALE DU 8 AOUT 1980 DE REFORMES INSTITUTIONNELLES EN MATIERE D'EXPROPRIATION

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, ET L'ARTICLE 7 DE LA LOI SPECIALE DU 8 AOUT 1980 DE REFORMES INSTITUTIONNELLES

## PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LA LOI SPECIALE DU 8 AOUT 1980 DE REFORMES INSTITUTIONNELLES ET PORTANT DES MESURES D'ECONOMIE QUANT AU NOMBRE DES MEMBRES DES EXECUTIFS ET DES MEMBRES DE LEUR CABINET

## PROPOSITION DE LOI PORTANT FEDERALISATION DES SOINS DE SANTE

## PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LA LOI SPECIALE DU 8 AOUT 1980 DE REFORMES INSTITUTIONNELLES

## PROPOSITION DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 7 DE LA LOI SPECIALE DU 8 AOUT 1980 DE REFORMES INSTITUTIONNELLES

*Reprise de la discussion générale*

## ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE BIJZONDERE WET VAN 8 AUGUSTUS 1980 TOT HERVORMING DER INSTELLINGEN

## VOORSTEL VAN WET HOUDENDE WIJZIGING VAN DE BIJZONDERE WET VAN 8 AUGUSTUS 1980 TOT HERVORMING DER INSTELLINGEN WAT DE ONTEIGENINGEN BETREFT

## VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKEL 6, § 1, VIII, EN 7 VAN DE BIJZONDERE WET VAN 8 AUGUSTUS 1980 TOT HERVORMING DER INSTELLINGEN

## VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE BIJZONDERE WET VAN 8 AUGUSTUS 1980 TOT HERVORMING DER INSTELLINGEN, HOUDENDE BEZUINIGINGSMATREGELEN INZAKE HET AANTAL LEDEN VAN DE EXECUTIEVEN EN HUN KABINETTEN

## VOORSTEL VAN WET HOUDENDE DE FEDERALISERING VAN DE GEZONDHEIDSZORG

## VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE BIJZONDERE WET VAN 8 AUGUSTUS 1980 TOT HERVORMING DER INSTELLINGEN

## VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 7 VAN DE BIJZONDERE WET VAN 8 AUGUSTUS 1980 TOT HERVORMING DER INSTELLINGEN

*Hervatting van de algemene beraadslaging*

**M. le Président.** — Nous reprenons l'examen du projet de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et des propositions de loi qui y sont jointes.

Wij hervatten de beraadslaging over het ontwerp van wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en de eraan toegevoegde voorstellen van wet.

La parole est à M. Langendries.

**M. Langendries.** — Monsieur le Président, le débat que nous avons engagé sur la modification de la loi spéciale du 8 août 1980 est essentiel.

La foule qui se presse dans cette assemblée, ne le démontre évidemment pas.

**M. Wyninckx.** — Les meilleurs sont présents!

**M. Langendries.** — C'est vrai, monsieur Wyninckx.

Il concerne au plus haut point la manière dont les Belges entendent vivre ensemble. Certes, cette question est posée depuis fort longtemps. Et nous avons déjà procédé à des réformes importantes qui, peu à peu, dessinent un visage institutionnel de la Belgique totalement neuf.

C'est dire combien ce débat mérite qu'on ne le réduise pas à un entérinement de décisions prises ailleurs. C'est dire à quel point le dialogue s'impose entre le Parlement et le gouvernement, sur une matière aussi capitale. C'est dire aussi combien il importe que les commentaires, les interrogations, les demandes de précisions, formulés par le Sénat, reçoivent comme accueil autre chose que le silence de celui auquel on s'adresse.

Si je me permets d'insister sur cet aspect de notre débat, c'est que l'attitude du gouvernement, dans un passé récent, le justifie à bien des égards.

Pour que ce débat soit de la qualité que requiert son objet, nous sommes heureusement aidé par l'excellent rapport fait, au nom de la commission de la Révision de la Constitution et des Réformes des Institutions, par nos collègues Cerexhe et Erdman, qui méritent tous deux notre appréciation la plus élogieuse.

Nous voici donc saisis d'un projet qui amplifie le mouvement amorcé en 1970 et en 1980 selon lequel les Communautés et les Régions exercent des compétences, jusqu'alors réservées à l'Etat central.

Il est apparu, en effet, dans un contexte politique global où, une nouvelle fois, les Belges ont à redéfinir la manière dont ils organisent leur «vouloir vivre ensemble», que des efforts nouveaux de pacification réclament, dans le même temps, un nouveau partage des rôles entre les différentes composantes de l'autorité politique.

Au terme de longues négociations, qui sont elles-mêmes l'aboutissement de plusieurs années de travaux d'étude et de réflexion à tous les niveaux, un accord a été conclu et confirmé par des formations politiques, responsables devant le corps électoral. Cet accord, présenté le 10 mai dernier au Parlement, a été soutenu par plus des deux tiers des représentants de la nation.

Aujourd'hui, au terme de cette session, c'est un élément important du dispositif nouveau qui nous est soumis. Si nous sommes cohérents avec les attitudes que nous avons adoptées depuis qu'il nous est connu, nous, qui soutenons ce gouvernement, l'adopterons, à l'issue de ce débat.

Je viens de le dire: il s'agit d'un élément du dispositif nouveau. Et je veux ainsi souligner d'emblée ce qui est capital à nos yeux.

Pour nous, sociaux-chrétiens francophones, Wallons et Bruxellois, il ne s'agit pas de sacrifier à une idéologie institutionnelle qui s'appellerait le fédéralisme, le confédéralisme, le fédéralisme d'union ou tout autre chose.

Le problème est celui-ci: chacun dans notre pays a droit à sa dignité, comme personne et comme membre d'une collectivité donnée, quelle qu'elle soit.

Comment faire en sorte que cette dignité soit garantie?

La réponse — et je veux l'affirmer sans aucun esprit polémique — ne peut s'enfermer dans une dialectique manichéenne où tout ce qui est bon quand on est au pouvoir, devient mauvais parce qu'on ne s'y trouve plus.

Je n'ai pas la prétention d'affirmer que notre réponse est la meilleure et la seule bonne. Soyons modestes. Convenons tous ensemble, je dis bien, tous ensemble, que depuis un certain nombre d'années, tous, nous essayons de trouver, pour notre pays, une structure adaptée aux réalités d'aujourd'hui.

Soyons de bon compte aussi. Et ne faisons pas comme si les problèmes linguistiques et communautaires n'existaient pas et n'empoisonnaient pas, législature après législature, la vie de nos gouvernements.

Comme porte-parole d'un groupe politique qui appartient à la majorité gouvernementale et qui n'entend pas être défaillant de ce point de vue, pour trancher avec cette tradition surannée de certains de nos débats, qui finit par nous couper de ce qu'on appelle aujourd'hui la société civile, je veux m'efforcer de rompre avec ce manichéisme qui pervertit le discours politique.

Je le répète: nous cherchons, nous essayons. Et la réalité des faits et des personnes, qui est là, incontournable, exclut toute formule simpliste.

Nous nous sommes inscrits, d'une manière irréversible, dans un processus qui a commencé avant nous et qui, en quelque sorte, nous dépasse. En 1932, lorsque nos prédécesseurs, ayant à choisir entre le bilinguisme du pays et l'unilinguisme des Régions, ont fait le choix de la deuxième option, une orientation définitive a été prise. Ce processus a sa logique propre. Aucun gouvernement, aucune majorité n'a tenté de la renverser.

Cette logique fait passer la Belgique d'un Etat-nation unitaire à un Etat d'inspiration fédérale, sans qu'il soit possible d'être davantage précis sauf à entrer dans les délices des débats chers aux professeurs de droit public.

En présence d'une telle évolution, qui trouve ses partisans au sud comme au nord du pays, le PSC, en dehors de tout dogmatisme institutionnel, entend veiller à deux types de préoccupations, d'abord, à ce que les politiques qui doivent être menées par l'autorité publique, le soient dans la cohérence et au niveau le plus approprié, ensuite, à ce que le mouvement de transfert de compétences de l'Etat central vers les Communautés et les Régions s'accompagne d'une adaptation de l'Etat central aux exigences d'une gestion moderne et efficace.

C'est pourquoi nous disons très clairement que la phase III des réformes, selon le jargon utilisé rue de la Loi, c'est-à-dire l'ensemble des dispositions constitutionnelles et légales permettant de définir les compétences exclusives de l'Etat central, de réformer les assemblées et d'instaurer un gouvernement et un Parlement de législature, cette phase III, pour nous, PSC, importe autant que les dispositions qui nous sont aujourd'hui soumises.

Si nous sommes prêts à convenir que l'ensemble du volet institutionnel du programme gouvernemental est tout à la fois un effort qui s'inscrit dans une évolution d'ensemble, ni plus ni moins, et le nouvel espoir d'une Belgique enfin stabilisée, nous n'acceptons de nous inscrire dans cette évolution que parce qu'elle contient aussi un volet qui équilibre l'extension des compétences régionales et communautaires par le renforcement de la capacité d'action de l'Etat central.

Si l'on veut bien considérer, dès lors, que nos efforts s'inscrivent dans le déterminisme d'un processus irréversible mais contrôlable, si l'on accepte de s'écarter des manichéismes faciles et des préjugés institutionnels, il reste à nous poser une question: les matières qui relèvent des Communautés et des Régions seront-elles mieux gérées demain qu'aujourd'hui?

Par rapport au découpage de compétences de 1980, sommes-nous en présence d'un effort de cohérence soit au niveau national, soit à un autre niveau? Bref, les affaires publiques seront-elles désormais mieux gérées au niveau où elles le seront?

De ce point de vue, je veux, sans prétention aucune, observer ce qui nous semble être plutôt un gage de meilleure gestion.

En ce qui concerne l'accroissement de l'autonomie, le PSC constate que le souci de cohérence et d'efficacité a inspiré la nouvelle répartition des compétences: cohérence avec les faits, en matière de monuments et sites, de financement des pouvoirs subordonnés, de financement des secteurs nationaux où il n'y a que la traduction, en droit, de situations de fait; cohérence en matière d'exécution des normes européennes dans le domaine de l'environnement, des déchets, de la rénovation rurale et de la conservation de la nature; efficacité, par des compétences claires et homogènes, en matière de police, des établissements dangereux, de la politique de l'eau, de l'énergie et de l'emploi.

Je peux donc convenir qu'au regard d'une exigence fondamentale qui est la nôtre, mais qui, j'en suis certain, est partagée par tous, un grand effort a été fait pour qu'il soit désormais possible de mener, à un seul niveau de pouvoirs, des politiques d'ensemble dans la cohérence. Il s'agit là, à mes yeux, d'un progrès capital qui mériterait d'être reconnu par tous.

Un autre progrès, tout aussi essentiel et qui s'inscrit dans la nécessaire cohésion qu'il faut préserver au sein du pays, c'est l'inscription, dans la loi du 8 août 1980, des dispositions toutes nouvelles relatives à la coopération entre l'Etat, les Régions et les Communautés. Permettre, et dans certains cas, imposer des accords de coopération, c'est assurément garantir la cohésion du pays et préserver la cohérence des politiques.

Sur ces éléments de satisfaction, je veux maintenant conclure cette intervention qui exprime la position de mon groupe.

Le PSC est profondément attaché à la Belgique. Il tient par-dessus tout à une Belgique dynamique et prospère, à une Belgique solidaire et généreuse.

Cette conception n'est affectée d'aucun passéisme. La nostalgie ne nous habite pas. Nous sommes prêts, chaque fois que le renforcement de l'unité européenne l'exigera, à voter des transferts de souveraineté. De la même manière, pourvu que cela contribue à pacifier les relations entre les Belges, à favoriser une meilleure gestion des politiques et à rapprocher le pouvoir du citoyen, nous voterons les transferts de compétences qui nous sont proposés.

Mais par-dessus tout, nous tenons à ce que l'Etat belge remplisse correctement les fonctions d'un Etat moderne, et notre vote positif d'aujourd'hui ne peut s'entendre que dans le cadre d'un accord global qui prévoit aussi une phase plus particulièrement consacrée à l'Etat central et à son renforcement.

**M. le Président.** — La parole est au baron Clerdent.

**M. le baron Clerdent.** — Monsieur le Président, dans un précédent projet de loi, le gouvernement annonçait la pacification de nos relations communautaires. J'ai dit, en commission et à cette tribune, que cette promesse n'était qu'une duperie fondée sur une injustice.

L'achèvement de l'œuvre ainsi commencée nous vient aujourd'hui avec l'article 5 du texte que nous avons été sommés d'examiner au pas de charge et qu'il nous appartiendra de voter de même, le silence de la majorité et la surdité du gouvernement simplifiant considérablement la discussion.

Cet article accomplit la flamandisation totale des Fourons puisque, selon M. Dehaene lui-même, son but est de transférer l'intégralité de l'exercice de la tutelle à la Région flamande. C'est donc chose faite: la solution pacifique, apportée par le gouvernement, aux droits fondamentaux de la majorité francophone fouronnaise, consiste à les nier.

Ainsi, pendant vingt-six ans, se seront affrontés la fidélité des Fouronnais à leur culture et à leur attachement à Liège et l'obstination des marcheurs sur Bruxelles achevant, par la force, un processus entamé sous la menace.

Le gouvernement n'en sort pas grandi, ce que notre temps, à la mémoire souvent courte, risque d'oublier. Par contre, subsistera le régime dont il nous afflige et dont nos relations communautaires pâtiront pour longtemps, d'autant plus qu'emporté par son élan réformateur, il nous revient maintenant avec le transfert improvisé de compétences nationales aux Régions.

Nous voici donc conviés à approuver « une nouvelle adaptation des structures de l'Etat aux modifications des conceptions et des besoins », annonciatrice d'une politique socio-économique novatrice. En vérité, nous sommes conviés à la débâcle de l'Etat et de notre économie.

Je ne conteste pas la nécessité d'une adaptation de nos structures. Celles-ci doivent évoluer avec les mœurs et les mentalités et il est légitime que nos Communautés souhaitent disposer de plus d'autonomie pour pouvoir mieux exprimer leur individualité et mieux réaliser leurs aspirations. Tout cela est normal et serait raisonnable si précisément la raison, le bon sens et la pondération présidaient à l'opération. Mais nous sommes loin du compte.

La loi du 8 août 1980 était imparfaite et son application a démontré ses faiblesses; il fallait donc y remédier. Je ne dirai pas des modifications proposées qu'elles sont trop audacieuses: elles sont, à certains égards, destructives. Pour le démontrer, je me contenterai de citer quelques exemples tirés du vaste domaine des infrastructures. Ce domaine est particulièrement significatif car s'il concerne les transports, il intéresse plus encore notre économie tout entière et, plus spécialement, nos activités industrielles, non pas qu'il les conditionne totalement, mais bien parce que les infrastructures hydrauliques et portuaires, ferroviaires, routières et autoroutières, étant un puissant facteur de localisation, jouent un rôle capital dans la répartition des richesses et du bien-être, au sein de nos populations.

Disons quelques mots des voies d'eau. Leur gestion — comme d'ailleurs celle de toutes les voies de communication — sera distribuée à chacune des trois Régions. Or, peut-on imaginer réalité plus cohérente qu'un fleuve et ses affluents, naturels ou artificiels? A ne prendre que le seul canal Albert, qui n'inscrit en Wallonie que 15 p.c. de son tracé, ce qui frappe d'emblée, c'est sa fonction nationale: deux tiers de son trafic sont destinés au port d'Anvers et ce trafic représente, selon les années, un potentiel de 20 à 40 p.c. du trafic fluvial du port, exutoire naturel vers le monde d'une partie de la Wallonie et, notamment, de la Région liégeoise.

Demain, la Région flamande pourrait réglementer souverainement la navigation sur les 85 p.c. du tracé du canal, par exemple, en interdisant de naviguer le samedi en plus du dimanche, seul jour chômé actuellement. Elle pourrait aussi augmenter la taxe de transport s'élevant actuellement à 0,10 franc la t/km. Elle pourrait, de façon plus générale, profiter de sa situation dominante et en tirer une rente, sous forme de charges diverses, pour les utilisateurs.

Il est bien connu que le canal Albert devrait être prolongé par le canal Oelegem-Zandvliet, qui contournerait le port d'Anvers, pour conduire directement, au nord, à ses installations les plus modernes ainsi qu'à la liaison Escaut-Rhin. Ce canal intéresse, au premier chef, la Région liégeoise.

Une récente étude de coût-bénéfices, relative aux grands travaux à exécuter sur les voies navigables belges, lui attribue une excellente rentabilité. Défendu par l'échevin du port, M. Delwaide, et par la chambre de commerce d'Anvers, il avait été l'objet d'une décision de principe favorable du ministre De Saeger. Son exécution avait été entamée. Un tel projet aurait pu aboutir par la volonté d'une seule autorité gardienne de l'intérêt national et consciente des intérêts régionaux respectifs. La Région flamande jugera-t-elle de même? Et sinon, comment ripostera la Région wallonne?

En régionalisant de façon aussi simpliste la gestion des grandes infrastructures, le gouvernement a perdu de vue que la solution de problèmes intéressant la Wallonie est souvent en Flandre, et vice versa. Je pourrais multiplier les exemples, chacun focalisé sur un secteur de notre réseau hydraulique.

Ainsi, du Haut-Escaut qui constitue l'une des branches principales d'un carrefour européen de première importance, nouant également les canaux hennuyers et le réseau français par Valenciennes. Ainsi, de cet autre carrefour fluvial capital, entre Lanaye et Maastricht, vers lequel convergent la branche wallonne du canal Albert et sa branche flamande, la Meuse, le canal Juliana et où, de toute évidence, les passes sont saturées. Le canal de Caberg et une nouvelle écluse à Lanaye ont chacun leur raison

d'être, car l'un et l'autre répondent à des trafics différents. Mais qui arbitrera notamment une liaison entre la Meuse et le Rhin, que la Conférence européenne des ministres des Transports a inscrite et conserve à son programme? Enfin — car je dois me limiter —, que deviendra le port de Bruxelles débordant de son étroite Région, charnière centrale de l'axe Charleroi-Bruxelles-Anvers?

Tous ces secteurs, vitaux pour nos échanges fluviaux, risquent de devenir demain autant de champs clos d'affrontement car — et j'y reviendrai tout à l'heure — la dispersion des compétences s'effectue dans un esprit d'acceptation de la désunion et de volonté d'autonomie, et ce même au prix de l'absurde. Il est évident, par exemple, que notre réseau hydraulique, un des mieux structurés au monde, n'a tiré sa vitalité que de sa cohésion, et nous allons la détruire. On rétorquera que le projet de loi prévoit « des mécanismes de concertation et d'association ».

Ce texte veut tout dire et ne signifie rien. L'exposé des motifs signale, par ailleurs, que le contenu précis des procédures en cause devra être déterminé dans la loi de financement.

Ainsi, le gouvernement demande au Parlement de voter par petits paquets une politique d'ensemble qui a pour but de disloquer le fruit de cent cinquante années d'efforts. Qui donc serait assez candide pour espérer que « les mécanismes de concertation et d'association » puissent encore viser un partage du pouvoir de décision?

Il est évident que l'esprit du fédéralisme à la belge que nous sommes en train d'inventer veut que ces mécanismes ne portent jamais que sur des aspects secondaires des problèmes sans tenir compte du bien-fondé objectif et de la justification commune.

Or, l'enjeu est grave; il met en cause l'avenir de nos Régions et de l'Etat fédéral Belgique. S'il devait arriver que la Flandre et la Wallonie continuent à se développer inégalement et à des rythmes différents, nous aurions non seulement alimenté un foyer permanent de désaccord interne, blessant pour notre pays, nous aurions encore atteint l'Europe elle-même dans ses œuvres vives, soit que nous ralentissions sa marche déjà pénible vers l'unité, soit que nos partenaires nous négligent, irrités par tant d'inconséquence et de médiocrité.

Le problème tient en peu de mots: des investissements massifs, supportés depuis des décennies par la Communauté nationale, ont doté les ports maritimes nécessaires ou superflus, d'une infrastructure industrielle d'une telle puissance qu'elle a fait basculer l'économie du pays vers eux, au détriment des régions intérieures.

Cette situation étant acquise, le gouvernement propose de la figer dans une nouvelle structure de l'Etat, grâce à des transferts de compétences, généralement fondés sur l'injustice et toujours sur l'absurde: la Wallonie, utilisatrice du canal Albert et intéressée à la construction du canal Oelegem-Zandvliet, n'aura plus voix au chapitre; par contre, elle continuera à supporter par le truchement de l'Etat national, la charge des 120 milliards d'investissements réalisés jusqu'à présent à Zeebrugge.

Depuis trente-cinq ans, je préside le Comité européen pour l'aménagement de la Meuse qui unit, en vue d'un développement optimal de toutes les virtualités du fleuve, les efforts des régions mosanes de Belgique ou encore de France et d'Allemagne. Dans ce cadre, se sont nouées des relations privilégiées entre Liège et Anvers pour réaliser des objectifs communs: la modernisation de la navigation, l'alimentation des industries riveraines et des populations, l'épuration naturelle et la sauvegarde de l'environnement, grâce au soutien de l'étiage du fleuve sur tout son cours belge.

Il est vrai que des divergences de vue surgissent parfois, mais il est tout aussi vrai qu'elles furent surmontées parce que, de part et d'autre, nous nous retrouvions sur un terrain d'entente.

Ces relations, ces efforts deviendront plus difficiles sous l'empire de la nouvelle loi. On peut craindre qu'il n'y ait plus d'entente possible parce qu'il n'y aura plus de terrain de rencontre. Dorénavant, c'est dos à dos que les Régions géreront leur patrimoine et useront de leur pouvoir.

Avant de conclure, un mot du sort réservé à quelques autoroutes. L'autoroute Liège-Bruxelles va tomber sous la coupe de



trois Régions et non pas selon un ordre logique, mais avec des alternances dues aux sinuosités des frontières provinciales qui sautent aux yeux dès qu'on l'a utilisée, ne serait-ce qu'une fois. Ce tracé n'est pas né du hasard. Il a été étudié et défini avec l'aide des techniques les plus modernes par le conseil d'administration de l'intercommunale chargée de la construction de l'autoroute et que je présidais.

Malgré un itinéraire concurrent, essentiellement implanté en Wallonie, que certains défendaient, tous, Bruxellois, Flamands et Wallons, ont été unanimes à choisir la solution la plus efficace et la meilleure, ce dont il faudra se souvenir pour fixer le tracé du TGV. Voici qu'aujourd'hui le meilleur itinéraire est, en quelque sorte, pénalisé par sa fragmentation administrative; le moins bon, tout entier dans une même Région, ne l'eût pas été. On peut craindre que cette anecdote ne retrouve tout à coup une valeur exemplaire et que, demain, à la différence d'hier, chacun ne choisisse une mauvaise solution pour rester maître chez soi.

Quant à l'autoroute Liège-Maastricht, seule liaison autoroutière entre la Wallonie et les Pays-Bas, elle traverse Fourons sur 300 mètres qui vont passer sous l'autorité de la Région flamande. Ainsi s'accomplit la thèse que le Conseil de Flandre proposait en 1917: prolonger sur la rive droite de la Meuse, grâce aux six communes des Fourons, le territoire flamand et former ainsi un «pont territorial» afin que ces communes ne soient plus isolées. Le rapport, présenté au Conseil de Flandre, le 8 décembre 1917, s'achève ainsi: «Elles ne risqueront plus alors d'être déclarées officiellement allemandes ou wallonnes.» Voilà qui est fait.

Le moment est venu de tirer la leçon politique des quelques faits économiques que je viens d'évoquer et qu'il serait hors de propos de multiplier.

Le projet de loi, d'autres qui l'ont précédé et l'accord de gouvernement étaient une première réflexion. En introduisant des éléments culturels dans le cadre socio-économique de la Région, les textes ignorent l'identité du citoyen bruxellois puisqu'il ne pourra plus apparaître, notamment aux élections, que comme néerlandophone ou francophone. L'«agrafe» de nos deux Communautés, parfois décriée, mais utile au bon fonctionnement de ce pays, est donc disloquée. Faudra-t-il que Bruxelles en appelle à l'Europe pour retrouver son droit à un statut et à la dignité qui conviennent à sa mission?

Une seconde constatation ressort des perspectives économiques que j'ai esquissées. Nous ne sommes pas en présence d'une œuvre réfléchie, mais d'une opération improvisée, menée à la hussarde, avec des arrière-pensées qui, pour ne pas s'exprimer, n'en sont que plus dangereuses.

Ses inconvénients ne sont pas négligeables. Il est contraire à toute raison d'ériger des économies indépendantes et concurrentes à la place d'une structure unique où chacun était le premier client de l'autre, et cela, après avoir rompu nos axes de croissance normaux, fruits de la tradition autant que de l'ingéniosité de nos concitoyens. Il est contraire à tout bon sens de substituer à une économie nationale, déjà trop exiguë par rapport à ses grands partenaires européens et mondiaux, des économies régionales qui risquent fort de ne pas atteindre le seuil critique tant des structures de production que de la recherche appliquée et scientifique.

Il est aberrant, lorsqu'on est un des premiers pays exportateurs du monde par tête d'habitant, de piétiner le *made in Belgium* pour le remplacer par un label de qualité flamand ou wallon qui fera la joie de nos concurrents. Il est criminel de consommer la désunion dans un climat fait d'antagonisme, avec tous les risques de duplication et donc de concurrence absurde qu'il autorise, alors que l'intégration européenne passe par la division internationale du travail et que les sociétés les plus entreprenantes s'en inspirent déjà au niveau mondial.

Ainsi s'annonce la débâcle de notre économie que vient aggraver la débâcle de l'Etat, celle-ci éclairant celle-là. Car, entraînant tout avec elle, la débâcle de l'Etat est complète. D'une part, l'Etat central est trop faible, se voyant retirer trop de compétences, pour être encore le gardien actif d'un certain intérêt national. D'autre part, les pouvoirs régionaux reçoivent leurs attributions dans la précipitation et l'incohérence. Mais surtout,

rien ne pourra laver ce régime de l'impureté dont il est né: d'abord, parce qu'il a été payé de l'abandon des Fourons, ensuite, parce qu'il est issu d'un processus centrifuge.

Le vrai fédéralisme se situe exactement à l'opposé; il est coordonnateur et constructif. Le nôtre — si tant est qu'on puisse en parler ainsi — est antagonique, négatif, destructif. Chacun n'a cherché que le maximum de compétences sans se soucier de les organiser, sans se préoccuper de leur fonctionnement, sans les ordonner à l'intérêt supérieur de la collectivité. Cette avidité du pouvoir pour le pouvoir procède d'un vide intellectuel rarement rencontré. Mais depuis l'aube des temps, on sait que Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre.

Ce fédéralisme de désunion, dont on ne sait s'il ne pourrait s'achever par une séparation plus radicale, n'aura même pas le mérite de promouvoir le développement plus harmonieux de chaque Région grâce à plus de justice puisqu'il répond essentiellement aux exigences de la Flandre, majoritaire dans les deux Chambres, et que n'a pas été retenue par l'accord de gouvernement l'instauration d'un organe régulateur caractéristique du véritable fédéralisme, comme l'eût été un Sénat paritaire, doté de pouvoirs réels. Le régime qui nous attend sera donc hégémonique et l'on peut craindre que les relations entre les pouvoirs régionaux ne se résument en autant de rétorsions, chacun tenant l'autre par la situation dominante qu'il réussira à se ménager au hasard des problèmes rencontrés.

Ainsi, la frontière linguistique pourrait constituer, après la disparition prochaine des frontières nationales, un pénible anachronisme dans une Europe impatiente d'achever son unité. Dans ce climat, les mécanismes de concertation et d'association risquent d'être voués à la stérilité malgré le bon sens qui veut que la Flandre, aujourd'hui la plus prospère, n'ait pas intérêt à ce que la Wallonie ne retrouve pas la santé.

Ce n'est pas pour légitimer nos antagonismes que les meilleurs des nôtres, Flamands, Bruxellois et Wallons unis, ont lutté ou sacrifié leur vie dans deux guerres atroces. Ancien président du Conseil national de la résistance, je me suis toujours interdit d'être le porte-parole d'hommes venus de tout l'horizon politique mais je peux, comme chacun d'eux, attester que, tous, nous combattons pour la même civilisation, pour le même idéal de liberté, pour le même pays.

L'Europe aurait pu nous mettre d'accord. Le gouvernement a été trop pressé et dans sa hâte, il a négligé qu'entre Wallons et Flamands, les relations personnelles sont aisées; qu'ensemble nous avons, en cent cinquante ans de vie commune, construit un pays où les libertés fondamentales étaient respectées et honorées, où la vie n'était pas dénuée de qualités que beaucoup nous enviaient, où la prospérité a été fondée sur une économie à laquelle chacun a apporté ce que ses possibilités lui permettaient, plus ou moins, tantôt l'un, tantôt l'autre.

Cet acquis ne justifie évidemment pas l'immobilité. Au cours des années, nos Communautés ont pris conscience de leur individualité et ont souhaité s'épanouir plus librement. C'était légitime et c'était ce qu'exprimait Gaston Eyskens, alors Premier ministre, par sa formule «La Belgique de papa est morte», qui nous invitait à édifier une nouvelle communauté nationale.

Nous aurions pu réussir à greffer un avenir novateur sur notre passé grâce à une construction respectueuse à la fois de l'originalité de nos Régions et de la cohésion nationale. Dans sa précipitation coupable, le gouvernement a gâché nos meilleures chances en mettant en place un système qui, demain, sera pour le pays tout entier source de déboires et d'épreuves. (*Applaudissements.*)

**De Voorzitter.** — Dames en heren, ik verneem dat de minister moet gaan stemmen in de Kamer. Aangezien de regering dan niet meer vertegenwoordigd is, stel ik voor, de vergadering te schorsen tot de minister hier weer aanwezig is, wat hopelijk snel mogelijk zal zijn. (*Instemming.*)

De vergadering is geschorst.

La séance est suspendue.

— De vergadering wordt geschorst te 10 h 35 m.

La séance est suspendue à 10 h 35 m.

*Ze wordt hervat te 10 h 55 m.*

*Elle est reprise à 10 h 55 m.*

**De Voorzitter.** — De vergadering is hervat.

La séance est reprise.

Wij hervatten de beraadslaging over het ontwerp van wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en de eraan toegevoegde voorstellen van wet.

Nous reprenons l'examen du projet de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et des propositions de loi qui y sont jointes.

Het woord is aan de heer Sprockeels.

**De heer Sprockeels.** — Mijnheer de Voorzitter, ik zal in deze uiteenzetting vooral aandacht besteden aan de gevolgen voor de economische en monetaire unie van ons land van de door de regering in artikel 3, paragrafen 8, 9 en 10, voorgestelde wijziging in de wet van 8 augustus 1980.

De ingreep op het louter economische beleid is fundamenteel, hoewel de regering bakzeil heeft moeten halen omdat, na advies van de Raad van State, de residuaire bevoegdheden bij de centrale Staat blijven.

De impact van het geheel reikt op economische vlak echter veel verder. Ik verwijs onder meer naar de overdracht van het grote departement van Openbare Werken, waarvan de beleidsbesluiten economisch zwaar zullen doorwegen. Ik denk bijvoorbeeld aan de autowegen waarvoor de voorgestelde oplossing waanzinnig lijkt.

Wij hadden gevraagd en gehoopt dat ons in de commissie de gelegenheid zou worden geboden om met de bevoegde nationale ministers van gedachten te wisselen. Op dit cruciaal moment in de geschiedenis van ons land heeft de meerderheid echter geoordeeld dat de nationale ministers, behalve de excellenties belast met de institutionele hervormingen, zich niet dienden te melden. De dialoog werd geweigerd, de confrontatie van ideeën zonder meer uit de weg gegaan. Dit is in strijd met de grondwettelijke bepalingen en de parlementaire traditie.

Men heeft wel eens de indruk dat de meerderheid bang is van haar eigen schaduw. De blinde en zwijgzame discipline, waarbij slechts enkele ministers mogen optreden in dit institutioneel debat, moet interne verdeeldheid verbergen en gaat ten koste van een normaal, open en constructief parlementair debat.

Het is logisch en normaal dat bij de overheveling van een belangrijk bevoegdheidspakket van de nationale regering naar de deelregeringen, de vraag en de zorg primeren in welke mate een nefaste invloed kan ontstaan op wat een fundament is van onze welvaart, namelijk de economische en monetaire unie.

Hoe groter het bevoegdheidspakket wordt dat naar de Gewesten wordt overgeheveld, hoe krachtiger de vraag naar voren komt: Zal het beleid dat de Gewesten voeren steeds rekening houden met de noodzaak om de economische en monetaire unie te vrijwaren? En daarbij aansluitend: Heeft de nationale overheid nog voldoende macht om zich te verzetten tegen beleidsbeslissingen op gewestelijk niveau, die precies de economische en monetaire unie van het land in gevaar zouden brengen?

In de memorie van toelichting schenkt de regering wel even aandacht aan dit fundamenteel probleem, maar wie nadien de tekst van het ontwerp leest, blijft met het ongemakkelijke gevoel zitten dat het met de voorgestelde samenwerkings- en overlegmechanismen helemaal niet zeker is dat aan de middelpuntvliedende kracht weerstand zal kunnen worden geboden.

En deze middelpuntvliedende kracht zit tot in de regering zelf. Vandaar de twijfel bij velen dat in die ploeg de wil aanwezig is om een voldoende sterk centraal gezag te bekomen om alle nefaste gevolgen op het economische-en-monetaire-uniemodel ongedaan te maken.

Ik wil op dit aspect even ingaan.

In Wallonië hoopt de PS, eens het bevoegdheidspakket binnen is en stevig afgeschermd, haar machtspositie te bestendigen en

zij zal niet aarzelen daarvoor de enge regionale toer op te gaan. Als ik zie wat er nu reeds in het zuiden van het land gebeurt op het stuk van overheidsaanbestedingen uitgeschreven door lokale besturen, dan houd ik mijn hart vast.

Bij een Vlaamse meerderheidspartij zijn beleidsmensen die nog altijd, ook bij hun achterban, een soort van *esprit de revanche* cultiveren ten opzichte van het centraal gezag. Zij wensen zoveel mogelijk beschermde en afgeschermden macht voor het Vlaams Gewest en zullen er niet toe bereid zijn veel aandacht te schenken aan de kommer en de zorg van degenen die vrezen dat uiteindelijk weinig sprake zal zijn van enige nationale, open benadering. Recente uitspraken van een topminister in de stijl van « Al wat Belgisch en niet-Vlaams is, interesseert mij niet », zijn een illustratie van deze bedenkelijke mentaliteit.

We zullen er toch bijzonder voor moeten waken dat de voorgestelde hervorming niet uitmondt in een eng regionaal, blind protectionistisch beleid voor eigen gewest, met maatregelen die leiden tot marktbescherming binnen de regio's, tot marktsegmentatie, tot een budgettair beleid. Ik denk aan de financiering van de leningen van de Gewesten, die alle samen een ondraaglijke druk leggen op de economische en monetaire unie.

Deze bekommerning lijkt misschien een unitaire reflex, maar wie door het opgeven van een centraal gezag toelaat dat men aan de marktintegratie en de monetaire eenheid raakt, de twee pijlers van een economische en monetaire unie, neemt enorme risico's voor de welvaart van ons land. Men kan toch niet rond de constatering dat het welvaartspeil in de westerse geïndustrialiseerde landen in belangrijke mate het gevolg is van een opvallende expansie van de internationale economische betrekkingen, van de grootschaligheid, van de specialisatie volgens eigen kwaliteiten, van de vrije concurrentie. De hele idee van Europese eenmaking wordt geschraagd door de wetenschap dat het afschaffen van nationalistische of regionale afschermprocedures de beste waarborg en de meeste kansen biedt voor meer welvaart.

We zullen er dus bijzonder moeten voor waken dat wij binnen onze grenzen niet een proces aan de gang brengen dat net de omgekeerde, verkeerde, richting uitgaat van wat wij samen voor Europa 1992 willen verwezenlijken. Het zou ons land en zijn bevolking duur komen te staan.

Ik behoor niet tot degenen die de Grondwet en de huidige staatsstructuren als heilige koeien beschouwen. De wereld om ons, de maatschappij met haar noden en behoeften, de mensen zelf veranderen snel, en niemand kan ontkennen dat, naast de louter economische, technologische en demografische factoren, het institutionele kader waarin de economische bedrijvigheid opereert, van wezenlijk belang is. De institutionele factor kan een dynamisch effect hebben op het economische leven en het liberaliseringsproces van de wereldhandel. De totstandkoming van de EEG is daarvan een voorbeeld. Hij kan echter ook negatief werken op het economisch en sociaal leven. Als voorbeeld verwijs ik naar Joegoslavië in tegenstelling met het eveneens federale Zwitserland.

Ik wil daarmee benadrukken dat het volkomen fout zou zijn — en sommigen doen dit — zich bij een institutionele hervorming vooral te laten leiden door institutionele en juridische beschouwingen die alleen tot doel hebben de deelstaat, de gemeenschap, de regio, een eigen, afgeschermden autonomie te geven.

*De heer Seeuws, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op*

Dat kan nog op het culturele vlak, met meer moeite op het stuk van de persoonsgebonden materies omdat de grensoverschrijdende effecten — de grens zijnde de gewestgrens — vrij belangrijk zijn en heel wat minder invloed hebben op het macro-economisch nationaal geheel.

Als het over het economisch en financieel gebeuren gaat, liggen de zaken helemaal anders. Niemand in het Parlement hier zal toch de grote verwevenheid op economisch vlak tussen

Brussel, Vlaanderen en Wallonië ontkennen. Wie dat wel doet, miskent de economische realiteit.

Het is naar mijn overtuiging van wezenlijk belang dat de vraag naar de omvang en de draagwijdte van het federaliseringsproces, in het algemeen, en de interne bevoegdheidsverdeling, in het bijzonder, niet alleen in juridische en institutionele termen wordt gesteld, maar evenzeer in termen van economische haalbaarheid en efficiency. Ik ben er mij van bewust dat waarschijnlijk ook de regering werd geconfronteerd met de moeilijkheid dat de optimale institutionele en juridische ordening nu niet per definitie samenvalt met de optimale economische ordening en vice versa. Een Staat hervormen is dus een interdisciplinair gebeuren waarbij de economische inbreng, de budgettaire beschouwingen en de sociale dimensie, evenveel aandacht moeten krijgen als de institutionele constructie zelf. Deze bedenking wint nog aan kracht als men vaststelt dat, via allerhande corrigerende en Keynesiaanse mechanismen, deze overheid zeer grote vat heeft op het sociaal-economisch gebeuren.

Maar deze hele, misschien wat waarschuwend klinkende redenering, is geen pleidooi voor een institutioneel *status-quo* uit vrees dat iedere staatsvorming de economische en monetaire unie van het land in het gedrang zou brengen. Ik ga zelfs verder: er bestaat *a priori* geen tegenstrijdigheid tussen het behoud van een sociale, economische en monetaire unie en het overdragen van belangrijke bevoegdheidspakketten aan de deelgebieden. Ook in een federale Staat is een economische en monetaire unie mogelijk, op voorwaarde evenwel dat de betrokken partijen binnen de unie, met name de regio's en het centraal gezag ten opzichte van de regio's, de wil tot samenwerking opbrengen en dat zij voor mekaars bevoegdheidssferen de nodige eerbied hebben.

Dit is uiteraard gemakkelijker gezegd dan gedaan. Het vergt een geheel van spelregels, normen en gedragscodes die conflictvoorkomend zijn, overleg opleggen, conflictbeheersend zijn en desnoods sanctionerend werken.

Voeg daaraan toe dat die voorwaarden in een typische Belgische context met zijn uitgesproken communautaire dimensie, moeten worden vervuld en u zult, mijnheer de minister, met ons degenen kunnen begrijpen die aandringen op een preciezer, sterker normatieve benadering dan die welke in uw wetsontwerp terug te vinden is. Met overlegmechanismen alleen komt men er in geen geval. We kunnen ons met de economische uitdaging zo dichtbij, op dat vlak niet de minste desintegratie van onze economische en monetaire unie permitteren.

Over de minimale voorwaarden waaraan een economisch-monetaire unie moet voldoen, bestaat een ruime consensus. Zij berust op de twee pijlers die ik reeds vermeldde: marktintegratie en monetaire unie.

De marktintegratie slaat in hoofdzaak op goederen, personen en produktiefactoren — *conditio sine qua non* voor een onbelemmerde interregionale handelsrelatie —, maar houdt ook verband met een essentiële convergentie van macro-economische grootheden binnen de unie, namelijk: een min of meer identiek inflatiepeil, een vergelijkbaar welvaartsniveau en dito tewerkstelling, convergentie van prijzen en lonen, interestenvoeten, en zo verder.

Wat de monetaire unie betreft, is een centrale aanpak aange-wezen voor de volgende aangelegenheden: vrij verkeer van de eenheidsmunt, de eenheid van het macro-monetaire beleid, het vrije verkeer der kapitaalstromen, en zo verder.

Situëren deze bestaansvoorwaarden zich hoofdzakelijk in de macro-economische sfeer, dan mag toch niet worden vergeten dat ook op micro-economisch gebied de nodige garanties moeten bestaan met het oog op samenhang en coördinatie. Daarbij staat dan vooral de problematiek van de overheidssteun en van het overheidsinterventionisme in het economisch leven centraal.

In concreto betreft het onder meer de problematiek van de overheidsbestellingen en subsidiëring, het instrumentarium der fiscale stimuli, de concurrentiewetgeving, de regionale fiscale druk — met alle gevolgen inzake personen, goederen en kapitaalverkeer — en de hulp aan ondernemingen.

Deze lijst is niet exhaustief, maar toont aan in welke mate men de minimale economische-en-monetaire-unie-voorwaarden kan aanvullen en uitbreiden volgens politieke en economische opportuniteits- en doelmatigheidsoverwegingen. Het is alleszins een onomstootbaar feit dat een economische en monetaire unie, die meer wil zijn dan een minimaal en los samenwerkingsverband, de louter economische dimensie overstijgt. Vandaar dat terreinen als arbeidsrecht en sociaal recht, het mededingings- en vestigingsbeleid, eveneens onmiskenbaar thuishoren in het economische-en-monetaire-unie-verband.

In al deze aangelegenheden schuilt immers het gevaar voor divergente ontwikkelingen tussen de deelgebieden die op termijn fatale gevolgen moeten hebben voor de interne en externe coherentie van de economische en monetaire eenheidsmarkt.

Bijzonder relevant voor de toestand in ons land is de interregionale verwevenheid. Wie deze werkelijkheid uit het oog verliest, omwille van communautaire redenen en taalmotieven, dreigt tot een verkeerde aanpak te komen. Het zou dwaas en onredelijk zijn, mocht ik stellen dat in het regeringsontwerp geen aandacht werd geschonken aan al deze factoren die de economische en monetaire unie bepalen. In het tweede deel van paragraaf 3 komt de bekommerning om een nationaal normatief kader te bewaren in zekere mate tot uiting. Alles hangt er natuurlijk van af in welke mate men erin slaagt een evenwichtige combinatiegestalte te geven aan de doorgedreven bevoegdheidsverdeling tussen de deelgebieden en de noodzakelijke interne coherentie en samenwerking.

Ik kom tot de kernvraag in het debat, namelijk of de economische en monetaire unie van ons land inderdaad gevaar loopt. Of eenvoudiger: is het normatief kader aanwezig dat de unie waarborgt?

Men is opnieuw uitgegaan van de wet van 8 augustus 1980. Welke opties heeft de wetgever destijds inzake het economische beleid genomen?

Inzake de bevoegdheidsverdeling opteerde hij, in het kader van het algemeen gehanteerd beginsel der exclusieve bevoegdheden, voor een systeem van min of meer homogene bevoegdheidsblokken. Artikel 6, paragraaf 7, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bevat dan ook een lange lijst van gewestelijke bevoegdheden waarvan de overdracht en de uitoefening in de praktijk niet steeds vanzelf zijn gegaan, maar dit is een ander verhaal.

Ten grondslag aan de voorkeur voor een exclusieve bevoegdheidsafbakening lag een dubbele bekommerning. Men ging ervan uit dat het een conflictenverminderende methode was en men wenste blijkbaar het autonomiebeginsel van de deelgebieden goed af te schermen. Men wilde dus vermijden dat de nationale wetgever nog op deze terreinen kon opereren.

Maar wie de conclusies van gezaghebbende auteurs leest — ik denk onder meer aan de toch niet-onbelangrijke groep van Leuvense professoren — komt tot de bevinding dat het stelsel van de exclusieve bevoegdheidsverdeling op het economische en het sociale vlak, en bij voorbeeld ook op het gebied van het tewerkstellingsbeleid, niet zo efficiënt is gebleken door het gebrek aan bevoegdheidsafbakening en aan homogene, duidelijk vast te stellen bevoegdheidspakketten. Dit blijkt vooral in de economische materies een moeilijke opgave te zijn. De economische fenomenen zijn dermate complex, onderling verstrengeld en grensoverschrijdend dat het geen eenvoudige klus blijkt te zijn, op dat vlak potentiële conflicten te vermijden.

Nu het over te hevelen bevoegdheidspakket, ook op economisch vlak, nog verder wordt uitgebreid, wordt het probleem van mogelijke normenconflicten een stuk acuter. Men moet hierbij ook bedenken dat de reikwijdte van een bepaalde bevoegdheid niet altijd direct te bepalen is.

Conflicten en strubbelingen worden dus gevreesd, met alle negatieve effecten van dien op de economische sector. Al deze conflicten vergen een snelle en efficiënte aanpak, maar hiervoor is een overlegprocedure nodig, die in de huidige stand van zaken onvoldoende is uitgewerkt.

Ik rond mijn uiteenzetting af met het bondig benadrukken van een paar aspecten.



Ook hier blijkt duidelijk dat het overhaastig werk, ingegeven door politieke motieven, namelijk de inbraak in de Vlaamse regering — andere sprekers hebben dat ook benadrukt — leiden tot een hervorming die niet ten onrechte bij velen twijfel doet ontstaan over de stevigheid van onze economische en monetaire unie en dat is erg.

Het is duidelijk dat de afkeer en de argwaan van sommigen voor het Belgisch centraal gezag tot gevolg hebben dat men verder met de methode van de exclusieve bevoegdheden werkt, die volgens de memorie van toelichting, zo ruim mogelijk, aan de gewesten worden overgedragen. De wil om een hiërarchisch, normatief kader te scheppen, uitgaande van de methode van de concurrerende bevoegdheden, die inzake economische materies onvermijdelijk zijn, vind ik absoluut niet terug.

Er bestaat nog geen evenwichtige combinatie van nationale en gewestelijke bevoegdheden en macht, en het is zeer de vraag of het kader van onze economische en monetaire unie op langere termijn daaraan zal kunnen weerstaan.

In deze optiek is het standpunt van de Leuvense professoren, die spreken van een vergissing met historische betekenis, niet ten onrechte. Men had eerst de principes van de economische en monetaire unie in de Grondwet moeten inschrijven, alvorens een nieuwe explosie van bevoegdheidsoverdrachten te realiseren.

Is de vrees zo ongegrond dat in de huidige stand van zaken, de afdwingbaarheid van voornoemde principes voor de nationale overheid een zeer moeilijke opgave wordt? Hoe zal men in dat verband de leencapaciteit van de deelgebieden in toom kunnen houden, wanneer zij door hun te vrezen drang om zich waar te maken het macro-monetair evenwicht van het land in gevaar brengen?

Dit alles leidt mij tot mijn laatste bedenking. De hervorming van de instellingen, zoals ze ons nu wordt voorgesteld, is een te enge juridische en institutionele constructie, gesteund op de ietwat verouderde methode van de exclusieve bevoegdheden, maar dan ruim geïnterpreteerd, van de wet van 8 augustus 1980.

Het institutioneel opdelen van het land wordt voltrokken zonder dat de noodzakelijke waarborg werd verwezenlijkt, te weten een afdwingbaar nationaal normatief kader. Het risico is groot dat de middelpuntvliedende krachten vanuit hun regionale basis, bewust of onbewust — ik laat dat nog in het midden — de economische en monetaire unie van het land langzaam zullen ondermijnen tot het bouwwerk, fundament van onze welvaart, er niet meer is.

Aan een dergelijke institutionele hervorming, die zoveel economische, monetaire en budgettaire risico's inhoudt, zullen wij niet meewerken. (Applaus.)

**M. le Président.** — La parole est à M. Serge Moureaux.

**M. S. Moureaux.** — Monsieur le Président, pour illustrer ce projet, je suppose que la plupart d'entre vous doivent estimer que ce discours supplémentaire n'était pas « indispensable ». Il a pourtant semblé « nécessaire » au fédéraliste que je suis.

De divers côtés, dans la presse, à cette tribune — je songe notamment aux interventions, hier, de MM. Henrion, Vaes, Désir et de Seny —, des propos amers ont été tenus et des critiques exprimées quant au rôle du Parlement et à sa manière de travailler.

Si je regrette, moi aussi, l'absentéisme qui sévit depuis tant d'années dans les réunions importantes, je pense néanmoins que beaucoup des reproches formulés viennent soit de la volonté des opposants de minimiser le travail accompli par la majorité — et c'est traditionnel — soit, chez certains, d'une méconnaissance de plus en plus aiguë du rôle réel du Parlement.

Pour être parlementaire, il faut une certaine dose, voire une dose certaine, d'humilité.

Il ne faut pas croire que, dans cette civilisation du *scoop*, on légifère comme on fait passer des informations dans la presse. Pour être entendu et respecté, un parlementaire doit beaucoup écouter et participer assidument aux débats en commission et

en séance publique. Au bout du chemin, sans doute prend-il alors conscience du rôle qui est le sien.

Parmi les contresens que j'ai lus et entendus ces temps-ci, je relèverai celui qui consiste à croire que le rôle du Parlement serait en quelque sorte de bousculer, de bouleverser, de modifier les textes présentés par le gouvernement. Ce n'est évidemment pas cela la démocratie moderne.

La démocratie moderne, lorsqu'elle maintient une institution parlementaire forte, essaie, au contraire, d'établir une complémentarité entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, de faire en sorte que tout fonctionne harmonieusement et que le pouvoir législatif ne rende pas le travail du pouvoir exécutif impossible par des soubresauts permanents.

Certains projets procèdent de la substance même de la majorité et du contrat sur la base duquel celle-ci a été construite. Nous sommes en présence d'un projet de ce type, ce qui ne signifie pas que le rôle du Parlement doive se limiter à celui d'une caisse enregistreuse. Il doit aussi être celui d'une caisse de résonance. Il doit permettre, notamment à l'opposition, de faire valoir ses opinions, ses critiques, ses inquiétudes et de se faire l'écho de ce qui, au sein de la population, peut être synonyme d'incompréhension ou même de critique virulente d'une évolution qui n'est pas acceptée par tous.

Il ne faut pas oublier non plus que le Parlement, surtout en matière législative, est responsable de la préparation publique d'un travail — qui est souvent un travail de fournis au sein des commissions —, d'interprétation et de compréhension des textes, qui conduit à conférer un sens aux mots — en vue de l'avenir — pour les tribunaux et les hautes cours.

Chaque fois qu'on a recours aux pouvoirs spéciaux, on constate combien ce travail est indispensable. Chaque fois que nous avons été amenés à confirmer des arrêtés de pouvoirs spéciaux, il a fallu corriger certaines erreurs et surtout, à la faveur des travaux parlementaires, donner un sens à de nombreuses expressions restées sibyllines jusqu'alors.

Le Parlement a donc un rôle éminent à jouer sur le plan de la confection des lois. Il exerce aussi un rôle de contrôle de l'exécutif mais, dans la démocratie moderne, il ne doit pas s'immiscer dans l'exercice du pouvoir exécutif sous peine de retomber dans un système et en des travers souvent dénoncés : ceux du régime d'assemblées — songeons à la IV<sup>e</sup> République — qui a pour effet un dysfonctionnement grave de la société démocratique.

Les critiques exprimées le sont donc injustement. Le débat a été complet et sa rapidité est due à la bonne harmonie qui régnait entre la majorité parlementaire et le gouvernement ainsi, peut-être, qu'à un certain manque de combativité de la part de l'opposition. J'ai cru percevoir que bien des membres de cette opposition, notamment au sein de la famille libérale, étaient tout à fait convaincus dans leur for intérieur de ce qu'ils adopteraient tout à fait la même attitude s'ils se trouvaient au gouvernement.

Je me souviens du projet numéro 261, discuté en 1980. Le Parti libéral y était opposé à l'époque et l'a ensuite approuvé, alors que le texte était pratiquement le même, lorsque ce parti a fait partie du gouvernement. Nous avons aujourd'hui l'impression que, pour beaucoup, l'opposition n'est que de façade et qu'elle n'a pas de réelle profondeur.

J'aimerais émettre une deuxième considération. On a parlé d'un débat « à la hussarde » bien que, personnellement, je n'aperçoive pas de hussards dans cette assemblée... On a aussi parlé d'une majorité résignée et muselée, ce qui me semble doublement contraire à la vérité. En effet, cette majorité s'exprime et, même en son sein, certains opposants émettent hautement leur opinion. Où est la muselière? Par ailleurs — et cela vaut pour beaucoup de mes amis —, je ne suis pas résigné et, au risque de faire de la peine au journaliste de la *Libre Belgique* — qui est un des rares à être assidu aux séances du Parlement —, je tiens à signaler que je suis un fédéraliste heureux.

Pourquoi faudrait-il boudier sa satisfaction lorsque ce qui vous tient à cœur aboutit? A titre personnel, il ne me déplaît pas que des amendements que j'avais déposés en 1980 et qui



furent rejetés alors, se retrouvent dans l'actuel projet du gouvernement. Cela fait plaisir d'avoir raison, même avec huit ans de retard. Mais il s'agit là d'une satisfaction personnelle. Ce qui importe davantage est que ce projet marque le succès d'un certain nombre de fédéralistes, persuadés que le fédéralisme constitue une solution « incontournable » aux problèmes que connaît la Belgique.

Le fédéralisme est devenu une des rares idées porteuse de notre époque. Il ne s'agit nullement, n'en déplaise à certains, d'une idée artificielle ou d'une invention de la classe politique. S'il en était ainsi, ce mouvement ne serait pas aussi répandu dans l'univers. Or, dans tous les continents, une pareille tendance s'est dessinée pour assurer des valeurs culturelles et affirmer certaines racines auxquelles les hommes sont attachées.

François Perin a montré clairement que le fédéralisme reconnaissant les Régions et les Communautés en Belgique était le complément naturel du fédéralisme européen. Si d'un côté on s'oriente vers de plus grands espaces, de plus grandes entités, il faut simultanément favoriser l'enracinement du citoyen dans son terreau local et régional.

C'est évidemment le signal que la nation, l'Etat, intermédiaire entre le niveau européen et le niveau régional, est obsolète et ne réussit pas à s'attacher le sentiment des citoyens. Il est vrai que, dans la jeunesse, le patriotisme européen, couplé à l'attachement aux valeurs culturelles régionales, est devenu plus grand que le patriotisme des nations du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est donc une erreur d'appréciation de croire que nous construisons des ghettos nationalistes. Ce qui s'édifie, c'est le contraire d'un nationalisme étriqué.

J'ajouterai que le fédéralisme constitue, à notre sens, la seule, l'unique et la dernière chance de survie pour la Belgique. A ce propos, ceux qui manifestent leurs critiques ou leurs inquiétudes ne semblent pas conscients du fait que la Belgique unitaire n'avait aucune chance de survie dans le contexte politique actuel du pays. Je résumerai cela dans une formule quelque peu simplifiée et ramassée: aujourd'hui, les vrais patriotes sont les fédéralistes. De plus, je considère que le fait de savoir si la réforme constitue un aboutissement ou une étape, dépendra largement de la loyauté avec laquelle la réforme sera appliquée.

Si des tendances unitaristes et conservatrices devaient freiner la réforme, la tentation d'aller plus loin et plus fort prévaudrait à nouveau. L'unité économique et monétaire, par exemple, dont on nous rebat les oreilles, sera européenne à court ou à moyen terme et le problème ne se pose donc que d'une manière tout à fait transitoire.

En matière de défense nationale, lorsqu'il est question de commandes militaires, je constate que les problèmes communautaires surgissent de toutes parts. Il n'est donc pas si simple de prétendre que la gestion unitaire est la meilleure et la seule possible.

Il sera impérieux d'appliquer loyalement cette réforme si l'on veut éviter une poussée irrésistible.

**M. Dierickx.** — Pourquoi ne parlez-vous pas de la fédéralisation de la sécurité sociale tant que vous y êtes? Pourquoi ne continuez-vous pas dans le même sens en proposant de scinder aussi la sécurité sociale?

**M. S. Moureaux.** — M'avez-vous entendu demander quoi que ce soit, monsieur Dierickx? Je crois que vous m'avez mal écouté.

Je suis convaincu qu'il s'agit d'une bonne réforme, équilibrée, mais je répète que si elle n'est pas appliquée loyalement et correctement à tous les niveaux, nous serons tôt ou tard confrontés à des mouvements qui nous conduiront plus loin encore. La Belgique ne peut, en effet, survivre qu'à la faveur d'un fédéralisme correctement vécu et appliqué par toutes les parties.

Le maintien au niveau national du secteur de la sécurité sociale assure aujourd'hui le maintien d'une solidarité entre les composantes de cet Etat et prouve à suffisance le minimum de confiance réciproque.

Cessons également d'être exagérément chagrins, de nous lamenter sur l'Etat unitaire, de publier des articles ou de faire des discours sur l'unité de la politique des travaux publics, des voies hydrauliques, des routes et que sais-je encore. En vérité, La Belgique unitaire était devenue impossible à gérer politiquement, psychologiquement — comme l'a dit M. Geens — et financièrement. Mais elle était aussi mal gérée sur le plan de l'efficacité purement technique.

Pour prendre un exemple connu, je citerai les travaux publics évoqués hier encore, à cette tribune, par M. Taminiaux, département national qui compte cinq directions, sous la coupe d'un seul secrétaire général et d'un seul ministre. Récemment, alors que la direction des voies hydrauliques décidait de porter le gabarit des voies d'eaux à 1350 tonnes, avec tout ce que cela implique de travaux d'élargissement, simultanément, l'administration des ponts, dépendant du même ministre, réalisait sur lesdites voies d'eaux, la construction d'ouvrages à livrer à la démolition si l'élargissement envisagé était mis en œuvre. Tel est le vécu de l'Etat unitaire incapable de gérer la complexité des problèmes techniques qui se posent à lui.

On pourrait multiplier les exemples.

Je pense notamment aux nécessaires programmes de construction des autoroutes et de réalisation et d'élargissement des voies d'eaux. Je n'ai pas l'impression que la Wallonie, par exemple, ait eu à se réjouir de la manière dont le calendrier des travaux a été établi par l'Etat unitaire. Certaines sections des voies navigables en Wallonie ont été portées au gabarit de 1350 tonnes, sans qu'il en soit de même en aval et en amont! Tel est le « brillant » travail de programmation de l'Etat unitaire.

Alors, assurément, je suis de l'avis de M. Geens: tant financièrement que techniquement, pour une série de matières, les Communautés et les Régions se révèlent plus efficaces pour l'intérêt du citoyen dans la gestion de la chose publique.

Il conviendra donc — et ce sera ma conclusion — que l'Etat unitaire, allégé à la suite de la troisième phase de la réforme, détenteur d'une substance technique et juridique conduisant à plus d'efficacité, démontre enfin qu'il a la capacité de gérer les matières qui restent de sa compétence. De cette capacité dépendra l'avenir de nos institutions.

Si nous, socialistes, sommes satisfaits et non pas résignés, et que ce projet rencontre nos préoccupations de fédéralistes, nous demeurons néanmoins vigilants et tout à fait conscients que cette étape, importante s'il en est, en nécessitera d'autres.

A la rentrée parlementaire, devront être déposés des projets fort importants qui conditionnent la mise en œuvre du projet actuel: je veux parler de la loi de financement, au vote de laquelle est liée la mise en œuvre de la communautarisation de l'enseignement et d'une série d'articles du présent projet, loi de financement elle-même couplée au projet relatif à la troisième Région.

Si M. Geens a raison de parler de fidélité au gouvernement, à son programme et à la mise en œuvre effective des accords conclus, il faut qu'on sache que, pour nous comme pour lui, tous ces accords doivent être réalisés dans les délais, soit avant le 31 décembre, dans un mouvement, non pas précipité, mais volontaire et rapide. La loi de financement devra cheminer parallèlement à la réforme fiscale et au projet sur Bruxelles: c'est la condition de notre fidélité à ce gouvernement.

Les parlementaires du groupe socialiste ne sont pas des résignés. Beaucoup de mes camarades m'ont déclaré qu'ils ne se sentaient absolument pas dans la situation de presse-bouton par obligation ou par discipline. Ils voteront avec conviction. Il ne faudrait pas qu'au nom de cette société, de cette civilisation du *scoop*, on désigne d'un côté les bons, qui votent contre, et les traîtres, qui votent pour.

Telle n'est pas du tout notre conviction.

Avec beaucoup de mes collègues du groupe socialiste, je pense que la fidélité à nos engagements politiques électoraux conduit à voter la réforme, et que ce sont ceux qui ne la voteraient pas, qui manqueraient à leur devoir de fidélité et à leurs idéaux de fédéralistes et de démocrates. (*Applaudissements.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Blanpain.

**De heer Blanpain.** — Mijnheer de Voorzitter, in deze stille zomer van 1988, bijna zeventig jaar na het einde van het IJzerdrama, wordt Vlaanderen uiteindelijk recht gedaan, neemt Vlaanderen een stuk van zijn erfdeel op, het recht voor een volk, voor een natie, om zichzelf te zijn, met eigen gezag en politieke expressie. Dat dit nu waarheid wordt, dat in België deelstaten tot stand komen met eigen grenzen, een eigen verkozen Parlement, het recht om verdragen te sluiten en ook om zichzelf te zijn te midden van andere naties, strekt ons tot vreugde. Dit is voor velen onder ons de inlossing van een lange verwachting. «'t Eerste wat mijn moeder vragen leerde.»

Ik wil vooral aan onze anderstalige landgenoten uitleggen hoe een en ander bij ons in Vlaanderen groeide.

Zij dienen te weten dat wij, eerst als jeugdige leerling en daarna als student, onze huistaak begonnen met bovenaan de bladzijde rechts, de oproep AVVK te schrijven. Alles voor Vlaanderen.

Voor velen onder ons werd die droom naar eigenheid verder gestalte gegeven in de jeugdbeweging, zoals in het Vlaams Verbond van katholieke scouts waar Van Haegendoren en Maurits Coppieters, bekende Vlaamse leiders, onze verbondscommissarissen waren en ons inspireerden. Wij trokken jaarlijks met de fiets naar de IJzerbedevaart, waar wij het drama van de IJzerbeweging meeleefden en diep onder de indruk kwamen van de hartekreet van Vlaamse jongens, die onder Frans bevel de dood ingingen: «Hier ons bloed, wanneer ons recht?»

In Leuven behoorden we tot de eerste generatie van studenten die onderwijs kregen van professoren die zelf voor het eerst universitair onderwijs in het Nederlands genoten hadden. Wij leerden van Gaston Eyskens, dat Vlaamse arbeiders geen koelies waren. Wij leerden er de waarde van de persoon te ontdekken — de mens eerst —, in relatie tot de groep, en van de groep tot de staatsstructuur. Wij leerden ook over het subsidiariteitsbeginsel, de regel die professor Louis Janssens ons bijbracht en die luidt: zoveel vrijheid als mogelijk, zoveel gebondenheid als noodzakelijk.

De eigen Vlaamse faculteiten kregen er in de jaren 60 gestalte, terwijl in 1968 Leuven Vlaams werd geboren, mede onder de dynamische leiding van professor Zeger Van Hee, mijn onvergeterlijke leermeester, de eerste Vlaamse decaan van de rechtsfaculteit. Men voorspelde ons dat Leuven de universiteit van het Hageland zou worden. Met rector Desomer zou Leuven evenwel tot een van de meest vooraanstaande universiteiten van Europa openbloeien. Wij hadden een eigen universiteit, met eigen beleid en eigen gezicht. Een verdere logische stap was de federalisering van het onderwijs die door rector Desomer voor het eerst in het midden van de jaren 70 werd opgeëist.

In deze stille zomer van 1988 wordt Vlaanderen voor een stuk meer zichzelf. Het is de invulling van een te lange droom. Door België loopt sinds lang een goudzwarte draad. Hij wordt nu wel echt zichtbaar. Dit stemt ons tot vreugde, niet tot dankbaarheid. Dit was sinds lang ons recht, nog meer en onvermijdelijk sinds in 1970 onze democratische meerderheid grondwettelijk werd vergrendeld. Wij hopen oprecht dat onze Duitstalige en Franstalige landgenoten dezelfde vreugde voelen om het recht om zichzelf te zijn en zijn ervan overtuigd dat een loyale samenwerking tussen de deelstaten ten goede zal komen aan de volkeren die in België samenwonen.

Deze overdracht van bevoegdheden naar Gemeenschappen en Gewesten dient niet alleen bekeken te worden vanuit een maatschappijvisie waarin mens, volk en natie centraal staan, deze bevoegdheidsregeling moet eveneens functioneel worden ingeschat. De verdeling van de bevoegdheden dient doelmatig

te zijn, dit betekent gesitueerd op een niveau dat optimale rentabiliteit garandeert.

Wij kunnen hier zowel decentraliserende als centraliserende bewegingen registreren. Op het ogenblik dat Gewesten en Gemeenschappen meer bevoegdheden naar zich toetrekken worden ook bevoegdheden naar het Europese vlak overgeheveld. Recentelijk zegde voorzitter Jacques Delors in het Europese Parlement dat over tien jaar 80 pct. van het economisch en sociaal recht Europees zou zijn. Hoewel Delors onmiddellijk door mevrouw Thatcher teruggedrukt werd, lijkt het geen twijfel dat een ruim deel van de economische en monetaire unie, die door dit ontwerp nationaal wordt gehouden, op termijn een Europese materie wordt.

Dat de oplossingen die heden worden voorgedragen ingewikkeld en complex zijn, hoeft ons niet te verwonderen. De ervaring met Europa leert ons trouwens reeds sinds geruime tijd dat er voor ingewikkelde problemen geen eenvoudige oplossingen bestaan. Dit wordt in de Europese Gemeenschappen het best geïllustreerd door de ook op dat niveau complexe besluitvormingsstructuur tussen de Raad van ministers en het Europese Parlement.

Zo is er het feit dat er in de Europese Raad van Ministers eenparigheid moet zijn voor beslissingen inzake fiscaliteit, arbeidsrecht en sociale zekerheid, met uitzondering van veiligheid en gezondheid, en slechts een gekwalificeerde meerderheid voor de rest. Ook op dat gebied kunnen we van Europa een vergelijkend voordeel opdoen en iets leren.

Doelmatigheid vereist niet alleen dat de bevoegdheden gesitueerd worden op het niveau waar ze, rekening houdend met het grondrecht van de eigenheid, maximaal kunnen renderen. Doelmatigheid veronderstelt eveneens dat er bij de bevoegdheidsverdeling optimale klaarheid bestaat zodat onnodige en verlamme bevoegdheidsconflicten absoluut worden vermeden. Vandaar dat in de regeringsverklaring terecht staat dat volledige en homogene pakketten moeten worden toebedeeld. Wij leggen de volgende vuistregel vast, ook voor de komende interpretatie van de beschikkingen inzake bevoegdheidsverdeling. Bij twijfel speelt de regel dat de bedoeling voorlag bevoegdheidsgeschillen te vermijden en dat bijgevolg het hele domein waarvan sprake, werd overgedragen, samen met de instrumenten die nodig zijn om die toebedeelde bevoegdheid echt operationeel te maken.

Een en ander volgt ook uit de bedoeling de residuaire bevoegdheden bij de deelstaten te leggen.

Deze vuistregel betekent eveneens dat de uitzonderingen die aan de nationale overheid worden toegewezen restrictief dienen te worden geïnterpreteerd.

De complexiteit van het land waarin we leven, alsmede het soms ongelukkig geïnspireerde optreden van persiegroepen allerhande hebben tot gevolg gehad dat men niet altijd aan vastlegging van homogene pakketten is toegekomen. Een spijtig voorbeeld daarvan is ongetwijfeld de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten voor het eigen personeel. Artikel 11, paragraaf 3, van dit ontwerp bepaalt dat de Gemeenschappen en de Gewesten de regeling vastleggen voor het administratief en geldelijk statuut van hun personeel. Dit is zoals het hoort.

De moeilijkheden beginnen met paragraaf 4 van hetzelfde artikel, die bepaalt dat de nationale overheid de bevoegdheid behoudt om de algemene principes van dat statuut vast te leggen. Er is hier dus geen sprake van een homogeen pakket en mogelijke bevoegdheidsgeschillen zijn niet uitgesloten. Volgens de vuistregel, die we hierboven ontwikkelden, moet de nationale bevoegdheid, als uitzonderlijke bevoegdheid, restrictief worden geïnterpreteerd.

Betreurenswaardig is evenzeer dat het syndicaal statuut en het collectief overleg, ook voor het onderwijzend personeel, een nationale materie blijft. Het is evident dat dient te worden onderhandeld op het niveau van de bevoegdheid, of dat althans de kans daartoe niet mag worden uitgesloten. Nu zal over het statuut van het eigen, gefederaliseerd personeel worden

onderhandeld in nationale comités, door hoofdzakelijk nationale gesprekspartners.

Ook hier had men zich op Europa kunnen inspireren. De Europese Eenheidsakte beschrijft in artikel 118 B de mogelijkheid van Europees collectief overleg. Waarom dan de Gemeenschappen en de Gewesten de bevoegdheid ontnemen om een eigen collectief overleg te organiseren? Het lijkt me duidelijk dat het statuut van het onderwijzend personeel beter door de Gemeenschappen wordt geregeld, zowel voor het officieel als voor het vrij onderwijs. De verklarende nota van de regering in verband met de wijziging van artikel 59bis van de Grondwet — Gedrukt Stuk van de Senaat 100-2/1<sup>o</sup>, buitengewone zitting 1988, pagina 4 — vermeldt: «Daarom bekomen de Gemeenschappen de volle bevoegdheid voor het ganse personeelsbeleid.» Daardoor versta ik zowel het personeel van de privé- als van de publieke sector. Ik had graag dat de minister dit standpunt zou bevestigen.

Met deze hervorming wordt een federale Staat geboren. Het werk is bijlange niet af. Op korte termijn dient nog te worden gewerkt aan het statuut van de hoofdstad Brussel, de financiering, de residuaire bevoegdheden en het verdragsrecht, allemaal even belangrijke bouwstenen van het federale huis, die voor ons onvoorwaardelijk deel uitmaken van dit historisch vergelijk van geven en nemen tussen de volkeren in ons land.

Wij hopen dat die volkeren in de beste verhoudingen het Europa van 1993 zullen binnenstappen, met de rijkdom van hun eigenheid en verscheidenheid, meester van hun eigen toekomst.

Het echte werk begint pas na deze nieuwe hervorming, het creatieve werk om een gelaat en een gestalte te geven aan de eigen deelstaat, voor ons is dat Vlaanderen, in het kader van een nieuwe politieke cultuur. (*Applaus.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

**Mevrouw Aelvoet.** — Mijnheer de Voorzitter, ik wil mij eerst aansluiten bij degenen die hier de rapporteurs en het personeel hebben gefeliciteerd met het werk dat is verricht. Ik wil de volle lof toezwaaien aan de betrokkenen, hoewel ik in verband met het verslag in de loop van mijn uiteenzetting op één detail wens terug te komen.

In dit ontwerp wordt de grote politieke keuze gedaan om de beweging, waarbij bevoegdheden van de nationale overheid worden overgedragen aan de Gemeenschappen en de Gewesten, radicaal door te trekken. Deze beweging, die in 1970 op gang is gekomen en in 1980 werd voortgezet, krijgt in het kader van dit ontwerp concrete vorm. Zij zal ertoe leiden, enerzijds, dat de centrale Staat sterk zal worden afgeslankt en, anderzijds, dat twee ministaatjes en een minigewest een quasi nationale soevereiniteit krijgen en alle bevoegdheden naar zich toe trekken. Onze kritiek slaat vooral op dit laatste.

Wij wijzen dit af, en wel om twee redenen.

De eerste reden is ingegeven door federale en democratische motieven. Men gaat bij de verdeling van de bevoegdheden niet uit van de zorg om de bevoegdheden zodanig toe te wijzen dat maximaal op de behoeften van de burger wordt ingespeeld. Nochtans is het uitgangspunt van de federale theorie precies uit te kienen welke bevoegdheid op welk niveau moet komen om de burger maximaal bij de zaak te betrekken en maximaal te kunnen inspelen op de behoeften die door de burger worden signaleerd.

Eerder dan de ideologische kant van onze bezwaren naar voren te brengen, wil ik deze illustreren met een concreet voorbeeld: de gebruikers van het openbaar vervoer.

Jarenlang hebben de gebruikers van het openbaar vervoer en hun weinig talrijke organisaties de grieventrommel geroerd in verband met het totaal gebrek aan samenwerking tussen de buurtspoorwegen en de nationale spoorwegen, wat lange wachttijden, slechte aansluitingen en dergelijke ongemakken tot gevolg had. Zij zijn van oordeel dat in het kader van de bevordering van het openbaar vervoer de samenwerking tussen de Nationale Maatschappij van de Belgische spoorwegen en de Nationale Maatschappij van de buurtspoorwegen moet worden

verbeterd. Wij stellen echter vast dat met dit ontwerp de spoorwegen nationaal blijven terwijl de bevoegdheid inzake de buurtspoorwegen naar de Gewesten wordt overgeheveld.

Welke ideologie men ook moge aankleven, toch zal men moeten toegeven dat deze bevoegdheidsverdeling het tot stand komen van eenvoudige regelingen niet zal vergemakkelijken. De samenwerking zal eerder worden bemoeilijkt wanneer de verschillende relatief autonome Gewesten ter zake voorstellen mogen doen.

Nochtans is een goede uitwerking van een openbaar-vervoerstructuur voor ons, Groenen, van kapitaal belang, zowel in het licht van het behoud en de bescherming van het leefmilieu als van de organisatie van de weinige open ruimten die er bij ons nog bestaan en waarop voortdurend, in naam van koning auto, beslag wordt gelegd.

Voor al deze problemen, die ons bijzonder na aan het hart liggen, vormt deze structuur niet direct de meest aangewezen weg om de situatie te verbeteren.

Nu kan men mij gemakkelijk zeggen: het is niet uitgesloten dat... Inderdaad, het is niet uitgesloten dat men toch tot afspraken komt en tot goede samenwerkingsakkoorden. Ons antwoord daarop is: waarom een omweg, als de korte weg veel meer voor de hand ligt.

Dit alles om aan te tonen hoe men niet is uitgegaan van een praktische oplossing van de problemen in het belang van de burger, maar wel van een concept waarbij bevoegdheden en middelen de ministaten worden toegespeeld, waaruit anderen dan politiek voordeel halen voor hun eigen partij, niet zozeer voor de burgers.

De tweede reden waarom wij het model dat hier wordt aangereikt, afwijzen is, dat die keuze voor de staatsorganisatie heel duidelijk werd geschoeid op een nationalistische leest. Alle materies die men kan verbinden met een nationalistische reflex, worden naar de deelgebieden overgedragen.

Ik leg er de nadruk op dat de ecologen in het noorden, het centrum en het zuiden van ons land erkennen dat taalgemeenschappen, cultuurgemeenschappen en volksgemeenschappen bestaan. Wij wensen dat niet te ontkennen, want dat zou getuigen van een apolitieke houding, en daarmee is een politieke regeling niet gediend. Wij menen dat het systeem van de verschillende bestuursgebieden, lokale, regionale, gewestelijke, nationale en internationale, zinnig moet worden georganiseerd.

Door het trekken van de nationalistische kaart gaat men ervan uit dat taalgroepen en cultuurgemeenschappen alleen maar tot ontplooiing kunnen komen als ze in een nagenoeg complete staatsstructuur terechtkomen. Wij geloven integendeel, dat voor die taal-, cultuur- en volksgemeenschappen structurele uitdrukkingmogelijkheden moeten worden geboden, eventueel een Vlaamse Gemeenschap en een Vlaams Gewest, waarvan wij het bestaansrecht erkennen. Wij willen die niet de alles overkoepelende bevoegdheid geven die in dit ontwerp tot uiting komt.

Daar zijn goede redenen voor. Ik vermeld er twee.

Het is al ten overvloede gezegd dat de jongere generatie in België, Vlamingen en Walen, het belevan van het behoren tot een bepaalde volksgemeenschap in andere termen stelt. De zwaar romantisch geïnspireerde eisen van de negentiende eeuw, zoals we die ook nog tijdens dit debat hebben aanhoord, slaan niet meer aan.

**De heer Luyten.** — Die romantisch geïnspireerde en geformuleerde eisen waren zeer sociaal gefundeerd.

Collega De Backer vertelde hier hoe zijn grootvader, Aloïs De Backer, de Daensistische volksvertegenwoordiger uit Denderhoutem, én sociaal én Vlaamsbewust was. Zonder de romantiek van hun bezieling zouden ze aan hun reuzetaak nooit zijn begonnen. Dat was de kracht van die flamingantische romantiek.

**Mevrouw Aelvoet.** — Ik spot niet met de romantiek, mijnheer Luyten. Ik situeer ze in haar historisch kader en constateer dat



die romantiek niet beantwoordt aan het levensgevoel van de mensen in West-Europa die nog geen 40 zijn.

De sociale revindicatie is duidelijk in de Vlaamse beweging aanwezig geweest, wat wij nooit hebben ontkend. Belangrijker is echter na te gaan op welke manier met de sociale revindicaties van vandaag, de Staat vorm kan worden gegeven.

Mijn tweede element van kritiek is precies dat het geven van een nationalistische tint aan de ministaten, die men nu opbouw, niet bevorderlijk is voor de samenwerking. Uit uiteenzettingen van mensen van de meerderheid is duidelijk gebleken dat er totaal tegenstrijdige verwachtingen zijn ten opzichte van de evolutie die het gevolg zal zijn van de beslissingen in deze fase. Het optreden van de heer Gaston Geens gisteren in deze zaal heeft bijzonder duidelijk gemaakt dat men door deze nationalistische tint terechtkomt in een spiraal van revindicaties die niet meer te stoppen is, ook al beweert men ze binnen bepaalde grenzen te houden.

De reactie van de heer Monfils ontgoochelde mij evenzeer, niet omdat hij geen gelijk zou hebben gehad met te reageren op de stijl van de heer Gaston Geens, maar omdat hij precies in het andere extreem is gevallen, wat kan worden verwacht wanneer de nationalistische noot wordt gespeeld. Hij zei dat de Vlamingen in België wel de numerieke meerderheid zijn, maar dat ze in de wereld niemandal te betekenen hebben. Dat is de logica van het nationalisme en precies die logica wensen wij te bestrijden.

**De heer Luyten.** — U moet er zich voor hoeden niet het kind met het badwater weg te werpen.

**Mevrouw Aelvoet.** — Mijnheer Luyten, laat mij zeggen wat ik te zeggen heb. Deze commentaar doet niets ter zake.

Ik heb met respect geluisterd naar de leden van uw fractie, ook al was ik het niet eens met hun betoog. Ik heb hen niet onderbroken.

**De heer Luyten.** — Als u het Vlaams nationalisme wil bestrijden, zullen de Vlaams-nationalisten zich verdedigen, ieder naar zijn temperament.

**Mevrouw Aelvoet.** — Laten zij dan praten wanneer ze het woord hebben gekregen.

Wij verwachten niets van deze spiraal van revindicaties, tenzij verlamming en onbestuurbaarheid van wat nog zal resten voor de centrale Staat. Deze is voor ons niet heilig; wij verdedigen niet in de eerste plaats de Belgische Staat, wel de mensen die er leven.

De groene beweging vraagt zich af of onze samenleving gediend is met deze nationalistische approach of niet. De Groenen menen dat aan de problemen, zoals zij die zien, beter kan worden gewerkt in een internationale approach. Daarom wordt in het voorstel dat Agalev en Ecolo samen hebben uitgewerkt, over de taalgrens heen, een zeker bestaansrecht erkend aan Gemeenschappen en Gewesten, waaraan wij dan ook bepaalde bevoegdheden toekennen.

Wij hebben echter gekozen voor het overdragen van een reeks bevoegdheden aan de subgewesten, de lagere echelons die dicht bij de burger staan en beter kunnen inspelen op de specifieke situaties op subgewestelijk niveau. Deze hebben niets te maken met de grote verschillen tussen de Franstalige en de Nederlandstalige Gemeenschap, waarover hier al zo vaak gepraat werd met miskenning van de subtiliteiten.

In dit verband citeer ik een artikel dat door Frans Vanisten-dael is geschreven in het boek *Wegen voor Vlaanderen*. Hij maakt zeer duidelijk dat de verschillen tussen de Gemeenschappen en de Gewesten veel kleiner zijn dan de verschillen in de Gemeenschappen en Gewesten. Deze realiteit heb ik door niemand van de meerderheid horen aanbrengen. Nochtans, als het gaat over de belangen van de mensen, gaat het ook over de verschillen in de Gemeenschappen en de Gewesten.

Ik lees in het artikel: «Naar internationale maatstaven zijn de ongelijkheden tussen de Gemeenschappen en/of Gewesten

onderling miniem in België. Tussen de Nederlandstalige en de Franstalige Gemeenschap zijn zij nagenoeg onbestaande en tussen de Gewesten zijn ze eerder beperkt. In ieder geval zijn de welvaartsverschillen binnen de Gewesten veel groter dan tussen de Gewesten onderling. In een federale structuur met een groter aantal eenheden zou deze ongelijkheid binnen de Gewesten veel duidelijker tot uitdrukking worden gebracht.»

Ons pleiten voor het erkennen van subgewesten heeft te maken met de erkenning van die grotere ongelijkheid in de Gewesten waarop men de politiek moet afstemmen opdat de reëel achtergebleven gebieden, waar ook, kunnen rekenen op de solidariteit in en buiten het Gewest.

Ik wil nog twee beschouwingen maken.

Ten eerste, een bondige commentaar bij het media-event-optreden van minister Geens van gisteren en, ten tweede, een opmerking over het in dit ontwerp erkennen van het feit dat men sterker rekening zal moeten houden met de prioriteit van het federale ten opzichte van de deelgebieden.

Bij het media-event-optreden van collega Geens — zo mogen we hem noemen aangezien hij zich gisteren als collega-senator heeft aangediend — vielen twee dingen op.

Eerst en vooral heb ik vragen bij de politieke deontologie. Is het normaal dat de premier van Vlaanderen plotseling opduikt bij de bespreking van dit ontwerp hoewel hij niet aanwezig was tijdens de commissiewerkzaamheden, noch tijdens het debat in openbare vergadering? Vandaag en gisteren wordt duidelijk bewezen dat hij zich heeft aangemeld als een senator die bij de bespreking van het ontwerp het woord wenst te nemen. Hij nam nochtans niet deel aan de commissiewerkzaamheden en hij zal ook in de openbare vergadering niet meer aanwezig zijn, tenzij op het ogenblik van de stemming. Ik vraag me af of dit politiek deontologisch wel kan.

Ik verwijs naar het optreden van vóór enkele jaren van de heer Spitaels die niet verscheen als premier van Wallonië maar wel als voorzitter van de PS en die in openbare vergadering, precies vóór de stemming over het Sint-Annaplan, een discours hield hoewel hij niet aan het commissiedebat, noch aan de gesprekken in openbare vergadering had deelgenomen. Toen was er algemeen protest, ook van uw partij, mijnheer Luyten, over dit ongehoorde optreden. Ik vind dat u nu duidelijk aantoonst dat u met twee maten meet.

**De heer Luyten.** — Er is een duidelijk elementair verschil tussen een spreker die tijdens een stemverklaring, die maximum twee minuten mag duren, een uiteenzetting houdt van ongeveer drie kwartier en een senator die een toespraak houdt nadat hij is ingeschreven op een sprekerslijst.

In het geval-Spitaels protesteerden wij tegen iemand die gedurende drie kwartier spreekt hoewel het reglement hem slechts twee minuten toestaat.

**Mevrouw Aelvoet.** — De belangrijkste kritiek, mijnheer Luyten, ging niet over twee minuten of drie kwartier. De kritiek was, dat het niet past, als men de parlementaire democratie *au sérieux* neemt, dat mensen die niet aan de debatten deelnemen op een bepaald ogenblik hun intrede doen.

**De heer Luyten.** — Dat kunt u mij niet verwijten; ik ben hier de hele tijd.

**Mevrouw Aelvoet.** — Ik heb het niet over u, mijnheer Luyten. Ik maak de vergelijking tussen het optreden van de heer Gaston Geens en van de heer Spitaels.

Ik ga nader in op de inhoud van het optreden van «collega» Geens.

Hij had zich als eerste spreker van de CVP laten inschrijven en zijn bedoeling, die overigens prachtig is geslaagd — de kranten van vandaag bewijzen dat — was zeer duidelijk en het verbaast mij dat u dat niet doorhebt, mijnheer Luyten.

Het was zijn bedoeling, bepaalde Vlaamse partijen, ik zou bijna zeggen «Vlaamse» partijen, de loef af te steken inzake het toppunt van vlaamsgezindheid. Hij heeft de primeur willen

wegkapen en u in dit debat volkomen willen overschaduwen. Ik heb intussen van verscheidene journalisten vernomen dat hij zijn optreden al dagen zorgvuldig aan het plannen was. Het toeval wilde dat de heer Baert nadien het woord kreeg en drie, vier keer heeft gezegd: «Ik had dit eigenlijk willen zeggen, maar u hebt mij de woorden uit de mond genomen.»

**De heer Luyten.** — Eén antwoord daarop, als u het mij vraagt.

**Mevrouw Aelvoet.** — Ik vraag het u niet.

**De heer Luyten.** — Indien de heer Geens het meent, verheug ik mij, zoals dat in het Evangelie staat, over de bekering van de zondaar. Indien hij het niet meent, dan zal dat spoedig blijken en zullen wij hem dat onder de neus wrijven.

**De Voorzitter.** — Mijnheer Luyten, als u herhaaldelijk blijft onderbreken, bent u een zondaar die zich niet bekeert.

Mag ik u vragen mevrouw Aelvoet te laten spreken?

**Mevrouw Aelvoet.** — Een tweede element in het optreden en in de boodschap van de heer Geens was eveneens prachtig. Hij liet zijn zorg voor de maximale bevoegdheidsoverdracht naar Gewesten en Gemeenschappen blijken. Hij was daarin zeer hard en zeer categorisch, maar hij kon uiteraard zijn eigen partij niet verloochenen. Hij wilde ook nog christelijk zijn en betoogde dat de Franstalige Gemeenschap ons in het verleden wel zeer veel heeft aangedaan, maar dat hij niet haatdragend is. Hij stelde de generatie van nu niet verantwoordelijk voor de generaties uit het verleden. Hij is vergevingsgezind, een prachtig christelijk principe.

Het tweede christelijk principe is de solidariteit. De heer Geens wenst wel wat meer duidelijkheid over die solidariteit, maar vindt toch dat zij moet worden in stand gehouden, omdat de Waalse sukkelaars niet in moeilijkheden mogen komen. Daarom worden er geen eisen gesteld in verband met de sociale zekerheid.

Zo luidde de boodschap van de heer Geens.

Ik wilde die hier even politiek situeren, omdat het toch al te evident ging om een show. Helemaal op het einde zat er echter een addertje onder het gras, namelijk toen hij drie vragen stelde, die kritiek inhielden op de onduidelijkheden van het ontwerp. Ten eerste, vroeg hij wanneer de hervorming van 1980 eigenlijk zou worden uitgevoerd. Ten tweede, wenste hij meer duidelijkheid over de financieringswet. Ten derde, wilde hij weten hoe het nationaal advocatierecht er zou uitzien. Ook ik wil die laatste vraag hernemen, mijnheer de staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen.

Hoe gaat dat advocatierecht gestalte krijgen? Zal het alleen de nationale regering toekomen of zal ook het Parlement hierop enige vat hebben? Dit is een zeer belangrijke vraag, die mij leidt tot het laatste punt van mijn betoog.

In het ontwerp wordt namelijk impliciet erkend, ook door de leden van de meerderheid, dat een aantal materies, die niet beperkt blijven tot de economische en de monetaire unie, worden toegewezen aan het nationale of federale niveau.

Wat de economische en monetaire unie betreft, is dit zeer duidelijk. Er wordt zelfs aangekondigd dat de exclusieve bevoegdheden van de nationale Staat op dat vlak zullen worden ingeschreven in de Grondwet. Ook op het vlak van het leefmilieu heeft de nationale Staat beslissingskracht in zoverre er geen Europese normen zijn. Hierdoor wil men vermijden dat er in het land verschillende normen zouden zijn die een rechtstreekse weerslag hebben op de economische politiek. Normen die de industrie worden opgelegd in het kader van milieubeschermingsmaatregelen, hebben immers rechtstreekse gevolgen voor de economische concurrentiepositie van die industrie. Hier wordt dus de noodzaak van de nationale prioriteit erkend.

Indien er evenwel Europese normen ter zake bestaan, kan het Gewest maatregelen treffen die verder gaan dan die Europese normen. Hier rijzen echter twee problemen.

Om te beginnen is er het probleem van de afdwingbaarheid van de Europese normen. Hoe kan het nationale niveau het naleven van de Europese normen door de Gewesten afdwingen? Immers, alleen België kan worden vervolgd bij het niet-naleven van de normen.

Vervolgens is er het probleem van het wettelijk vastleggen van die afdwingbaarheid. Er wordt aangekondigd dat die afdwingbaarheid tijdens de tweede fase, dus vóór 1 januari 1989, wettelijk zal worden vastgesteld. Uit het feit dat het hier gaat om een nationale wet, blijkt duidelijk dat het nationale niveau ter zake prioriteit heeft op het gewestelijke niveau. Wij juichen dat toe, maar dan moet men niet volhouden dat er met homogene bevoegdheidspakketten wordt gewerkt en dat de nationale Staat enkel de voorrang heeft inzake de economische en de monetaire unie.

Collega Blanpain gaf trouwens nog een ander voorbeeld, dat van het statuut van de ambtenaren. In een nationaal koninklijk besluit zal worden vastgelegd aan welke algemene regels het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren zal moeten beantwoorden. Ook daar is er een feitelijke ontwikkeling van de erkenning dat op vele terreinen het nationaal niveau prioriteit moet krijgen. Daar zit de echte conflictstof tussen de leden van de meerderheid.

Het is al te duidelijk dat van de zijde van de PSC eerder wordt gestreefd naar het zo weinig mogelijk afstaan van nationale bevoegdheden terwijl de Volksunie heeft gepleit voor het nog verder overdragen van bevoegdheden naar de Gemeenschappen en de Gewesten, met een sterke afwijzing van alles wat ruikt naar normenhierarchie.

Ik herhaal dat daar binnen de meerderheid reële conflictstof zit die de volgende maanden duidelijk naar voren zal komen. De zaken moeten nog verder worden uitgeklaard. Ik wil dat koninklijk besluit eerst zien om te weten welke compromissen er de komende maanden zullen worden gesloten.

Hiermede, mijnheer de Voorzitter, kom ik tot het einde van mijn uiteenzetting. Ik verwijs naar een detail in verband met het commissieverslag. Bij de stemming over artikel 11 heeft de heer De Belder zich onthouden en een politieke motivering gegeven in verband met het waarom van zijn onthouding. Welnu, die politieke motivering stond niet in het ontwerpverslag. Wij hebben daarover in de commissie een kleine uitwisseling van ideeën gehad waarop de voorzitter van de commissie heeft gezegd dat het normaal is dat het verslag een weergave is van wat er in de commissie echt gebeurt.

De voorzitter heeft de rapporteur ertoe uitgenodigd, met een zinnetje in het verslag gewag te maken van die politieke motivering.

Tot mijn verbazing stel ik vast dat in het definitieve verslag dat zinnetje ontbreekt. Ik heb daarover onmiddellijk met de rapporteur contact opgenomen en hem gevraagd naar het waarom van die weglating.

Het blijkt nu dat de verklaring zo was geformuleerd dat ze niet in het verslag kon worden opgenomen. Dat vind ik eigenaardig.

Voor mij is de zaak duidelijk. Het gaat hier over artikel 11 en over het fameuze koninklijk besluit dat een nationaal koninklijk besluit is en dat een algemeen kader zal bieden voor het administratief en geldelijk statuut. Daarover is echter binnen de meerderheid geen echte eensgezindheid. Daarom kon de politieke verklaring niet zeer duidelijk worden afgelegd en werd er iets gezegd dat blijkbaar verwees naar een partij in plaats van naar een fractie, en daarom kon ze niet in het verslag worden opgenomen.

De leden van de Senaat zouden het dus nooit hebben vernomen tenzij degenen die in de commissie aanwezig waren. Ik wens dit hier te zeggen omdat dit voor de toekomst niet helemaal zou verloren gaan. Het is een pikant, «klein» detail, maar dat wel aanduidt waar de conflicten in de toekomst zullen liggen.

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Erdman, rapporteur.

**De heer Erdman.** — Mijnheer de Voorzitter, het verheugt mij dat mevrouw Aelvoet zich nog over iets kan verbazen. Dat is waarschijnlijk nieuw in de Senaat. Ik verheug er mij ook over dat zij pikante details terugvindt in het verslag.

Ik betreur echter dat zij de zaak geïndividualiseerd heeft. Een verslag moet in die zin anoniem zijn dat ieder commissielid optreedt, louter als commissielid. Het is niet gebruikelijk dat men commissieleden bij naam noemt in het verslag. Dat is mijn eerste opmerking.

Mijn tweede opmerking is dat onthoudingen bij stemmingen over artikelen en amendementen niet worden gemotiveerd. De onthouding bij de stemming over het verslag werd wel uitdrukkelijk opgetekend.

U hebt gelijk wanneer u zegt, mevrouw Aelvoet, dat werd gevraagd de motivatie van een onthouding schriftelijk voor te leggen aan de rapporteurs.

Mijn informatie is dat die zelf mogen oordelen of zij al of niet iets in het verslag vermelden. Uiteindelijk is gebleken dat de tekst die ons werd voorgelegd, niet kon worden opgenomen.

**De Voorzitter.** — Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

**Mevrouw Aelvoet.** — Mijnheer de Voorzitter, de voorzitter van de commissie — niet ik — heeft uitdrukkelijk gevraagd de motivering in het verslag op te nemen. Dat doet mij besluiten dat het niet de regel is, de motivering van onthoudingen niet op te nemen in het verslag. Als dat zo ongebruikelijk is, zou de voorzitter, naar ik meen, het niet eens hebben gevraagd.

Wat de individualisering betreft, ga ik ermee akkoord dat het commissieverslag anoniem blijft. U weet echter zeer goed, mijnheer Erdman, dat op het publieke forum — en dat is hier vandaag het geval — bij de bespreking van politieke thema's man en paard worden genoemd. Daarom heb ik de vrijheid genomen om dat te doen.

Tenslotte, nog een reactie op de commentaar van collega Moureaux die mij in zekere zin nog ontgoocheld heeft. Ik ben niet iemand die niet meer voor verbazing, ontgoocheling en dergelijke vatbaar kan zijn. Ik ben het dus wel, omdat ik mij als politicus niet schaam nog een mens te zijn met normale verwachtingen over hoe de dingen kunnen verlopen.

Ik vind het niet correct dat de heer Moureaux vindt dat het Parlement er alleen maar is om de regering geen stokken in de wielen te steken. Als dat de functie is van het Parlement, dat men het dan maar opvouwt. Het is evident dat er in het Parlement een meerderheid is die de regering in principe steunt, maar om het nu te formuleren zoals de heer Moureaux — en nog wel in een tijdperk waarin iedereen zegt dat de uitvoerende macht te veel de lakens naar zich toetrekt ten nadele van het

Parlement, dit is de controlerende macht — dat wel, lijkt mij nu werkelijk de zaken op hun kop zetten.

En wat die al dan niet volgzzaamheid van de individuele leden van de meerderheid betreft, heb ik de volgende politieke commentaar.

Ik vind het verwonderlijk dat men hier durft te stellen dat de leden van de meerderheid in ruime mate hun individuele opvatting mogen uiten, terwijl wij weten dat er zowel op het PS-congres als op dat van de PSC een aanzienlijke minderheid — tot 40 pct. — tegen het regeringsontwerp stemde, wat hier tot uiting komt in twee of drie dissidente stemmen. Dat men mij derhalve niet komt vertellen dat er niets loos is met de interne democratie in sommige partijen. (*Applaus.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer De Belder, voor een persoonlijk feit.

**De heer De Belder (persoonlijk feit).** — Mijnheer de Voorzitter, aangezien mevrouw Aelvoet in haar overigens niet-oninteressante uiteenzetting mijn naam heeft genoemd, wens ik heel even het woord te vragen voor een rechtzetting.

In de eerste plaats sluit ik mij aan bij wat de rapporteur heeft geantwoord. Voorts betreur ik dat mevrouw Aelvoet in een technisch incidentje een politiek argument wil zoeken. Wellicht gaat het alleen over een misverstand over vergadertechniek: wat gewoon was in diplomatieke kringen, schijnt ongebruikelijk te zijn in het Parlement. Ik vraag dus excuus voor deze andere aanpak. Ik heb weer iets bijgeleerd. Ik vind het echter voorbarig uit dit incident een politieke conclusie te trekken.

**De Voorzitter.** — Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

**Mevrouw Aelvoet.** — Mijnheer de Voorzitter, ik heb op geen enkele manier de persoon van collega De Belder in moeilijkheden willen brengen. Ik heb alleen gerepliceerd omdat het incident een politieke betekenis had. Die politieke betekenis werd trouwens nog geïllustreerd door de uiteenzetting van collega Blanpain, die precies op dat punt, bij dat artikel gereageerd heeft. Alleen daarom heb ik het voorval hier aangestipt.

**De Voorzitter.** — Dames en heren, ik stel voor deze bespreking te onderbreken.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux. (*Assentiment.*)

De Senaat vergadert opnieuw vanmiddag, te 14 uur.

Le Sénat se réunira cet après-midi, à 14 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 12 h 35 m.*)

(*La séance est levée à 12 h 35 m.*)